



Mme la Rectrice, Mmes et Mrs les membres du CSA académique de l'académie de Limoges,

Pour ce dernier CSA de l'année 2025, je souhaiterais revenir sur les conditions d'exercice du personnel de l'Education Nationale.

Tout d'abord, commençons par les AESH, en cette journée de mobilisation. Leurs conditions de travail se dégradent de plus en plus avec des temps incomplets imposés, des mutualisations croissantes entre établissements, des modifications de contrats pour diminuer les heures. Ces métiers, très majoritairement féminins, subissent de plein fouet les conséquences de choix politiques, aggravant encore des inégalités déjà bien établies. Les annonces ministérielles, dépourvues de moyens humains et financiers, ne suffisent pas à répondre à l'ampleur des besoins. Cela rend parfaitement illusoire l'ambition d'une école inclusive soutenable et de qualité, alors que les personnels en première ligne auprès des élèves les plus fragiles sont, année après année, précarisés. Pour ces raisons, La CFDT Education, Formation, Recherches Publiques soutien le mouvement de grève pour réclamer la création d'un corps de catégorie B pour les AESH.

Concernant le 1^{er} degré et le 2nd degré, le personnel fait face à des actes de violences de la part des enfants, des élèves, des parents d'élèves, ces difficultés minent le moral du personnel et empêchent d'exercer correctement son travail et retardent les apprentissages du groupe classe.

Toutes les catégories de personnel alertent depuis des années sur leur surcharge de travail, sur la complexité croissante et la multiplication de leurs missions. D'autant plus que s'ajoute à celles-ci des difficultés suite à la mise en place de logiciel non abouti. Les arrêts maladies se multiplient.

Par exemple, Op@le entraîne une spécialisation du personnel qui si ce dernier quitte le navire met en très grande difficulté le reste de l'équipe. Les remplacements du personnel que ce soit des professeurs, des personnels de direction ou des agents comptables ou secrétaires généraux d'EPLE deviennent très compliqués.

De plus depuis plusieurs mois, les annonces du ministère traduisent une logique budgétaire d'austérité pour les services publics ce qui fragilise un système déjà mis à rude épreuve. La suppression annoncée de 4 000 postes dans le projet de budget 2026 n'augure rien de bon. Nous sommes très inquiets concernant les futurs moyens qui seront alloués à notre académie.

Je termine cette déclaration en vous souhaitant de joyeuses fêtes de fin d'année.